



**ECA/SRO-CA  
ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA/  
SUB-REGIONAL OFFICE FOR CENTRAL AFRICA**

**CEA/BSR-AC  
COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE/  
BUREAU SOUS-REGIONAL POUR L'AFRIQUE CENTRALE**

**Réunion des experts en Technologies de l'Information et de la  
Communication de l'Afrique centrale sur « l'information au  
service du développement en Afrique Centrale »**

Douala, Cameroun 26 janvier 2007

-----  
Allocution de M. Mamadou Hachim KOUMARE  
Directeur du BSR-AC/CEA

**Monsieur le Représentant du Ministre d'Etat, Ministre des Postes et Télécommunications du Cameroun,**

**Monsieur le Représentant du Secrétaire Général de la CEEAC,**

**Monsieur le Représentant du Secrétaire Exécutif de la CEMAC,**

**Distingués invités,**

**Mesdames et Messieurs les Experts,**

Permettez-moi de vous exprimer ma sincère gratitude pour votre participation à cette assise. Votre présence témoigne de l'intérêt que vous attachez aux technologies de l'Information et de la Communication pour le développement dans la sous-région Afrique Centrale en général et dans nos Etats en particulier.

**Mesdames et Messieurs les Experts,**

Les TIC en tant qu'outil de développement, offrent de nos jours de nombreuses opportunités pour accélérer la croissance économique et le bien-être social commun. Toutefois, comment les africains d'Afrique Centrale peuvent s'appropriier des TIC et se saisir des opportunités qu'elles offrent pour l'épanouissement économique et social des

Etats ? Comment les TIC peuvent-elles améliorer les résultats et la croissance économiques dans le contexte de la sous-région Afrique Centrale?

**Mesdames et Messieurs les Experts,**

Dans le cadre de l'Initiative Société Africaine de l'information AISI, la CEA a entrepris depuis des années d'appuyer ses Etats membres à formuler des cyber stratégies visant l'utilisation des TIC aux fins de développement socio-économiques et la lutte contre la pauvreté.

Actuellement, près d'une quarantaine de pays africains sur 53 dont compte l'Union Africaine ont déjà entrepris ou complété leurs plans nationaux sur l'infrastructure de l'information et de la communication, communément appelés Plans NICI.

En Afrique Centrale, à l'exception du Rwanda qui a entamé la mise en œuvre de la seconde phase de son plan NICI, aucun autre Etat n'a à ce jour formellement validé sa stratégie ou engagé la mise en œuvre de celle-ci.

Face à cette situation, la CEA poursuit ses efforts visant à doter les pays de l'Afrique centrale et cette sous-région de stratégies nationales et sous-régionale des TIC. Ainsi, après l'atelier sur les TIC au service de l'intégration régionale organisé en 2003 à Yaoundé qui, entre autres, avait souligné le retard qu'accuse l'Afrique centrale par

rapport au reste du continent et formulé des recommandations en vue de palier cette situation, la Commission a réuni en juin 2006 ici même à Douala, un groupe d'experts qui a échangé sur les politiques et stratégies nationales des TIC ainsi que l'accès communautaire.

**Mesdames et Messieurs les Experts,**

Aujourd'hui nous nous réunissons toujours dans le cadre de l'information au service du développement avec un accent particulier sur la définition des politiques, programmes et stratégies nationaux, dans le but d'établir un guide pour leur formulation. Notre réunion qui va s'appuyer sur les conclusions et recommandations de la réunion de juin 2006, prendra également en compte les résultats de l'atelier sur la stratégie sous-régionale des TICs qui l'a précédé ici même du 24 au 25 janvier 2007, et dont je voudrais souligner les points saillants :

- La valorisation des capacités en matière de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) au niveau des Etats ;
- La mise en place d'une structure nationale pour assurer la coordination de la mise en œuvre de l'ensemble des projets TIC ainsi que leur évaluation au niveau national ;

- La nécessité de rendre plus autonomes les Agences de régulation ;
- La nécessité de baisser les taxes sur les équipements TIC ;
- L'accélération de la mise en place d'un backbone sous-régional ;
- La formation et l'implication de tous les différents acteurs ;
- La création d'un cadre de collaboration formelle entre la CEA, la CEEAC, la CEMAC, les Gouvernements et les Organisations de la Société Civile dans le processus de mise en place des stratégies nationale et sous-régionale;
- La vulgarisation des stratégies TIC au niveau de toutes les couches sociales ;
- La définition d'un guide de mise en place des stratégies nationales.

**Mesdames et Messieurs les Experts,**

Ces recommandations entre autres, justifient de l'importance de la présente réunion adhoc des Experts sur « **l'information au service du développement en Afrique centrale** » à laquelle je souhaite plein succès.

Vive la Coopération régionale et l'Intégration sous-régionale en Afrique Centrale

Je vous remercie de votre aimable attention.